

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Où va la social-démocratie européenne ? (débats, enjeux, perspectives), sous la dir. de Pascal Delwit, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2004, 266 p.

par André Lamoureux

Politique et Sociétés, vol. 24, n°2-3, 2005, p. 220-224.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/012704ar>

DOI: 10.7202/012704ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

aussi à partir de ce moment que l'auteur note un intérêt croissant de la part des chercheurs pour les études comparées entre le fédéralisme canadien et d'autres fédérations. Comme il l'indique, les chercheurs ont constaté que le Canada est membre de la catégorie plus large des États multinationaux et qu'il peut s'inspirer de ce qui se fait ailleurs, tout en contribuant à certains débats (p. 30).

À travers les quatre périodes du fédéralisme canadien, R. Simeon croit que les chercheurs ont appuyé leurs évaluations du fédéralisme sur trois approches, à savoir l'approche de la culture politique (*ideas*), l'approche de l'économie politique (*interest*) et l'approche institutionnelle (*institutions*). Par contre, malgré cette diversité dans les méthodes d'analyse du fédéralisme canadien, il croit qu'il n'existe aucune approche qui puisse à elle seule fournir une analyse complète de la dynamique complexe des systèmes fédéraux (p. 39). Bien que nous en sachions beaucoup sur certaines questions inhérentes au fédéralisme canadien, d'autres aspects n'ont pas encore été abordés. C'est ce qui, selon lui, confirme la thèse voulant qu'aucune théorie générale du fédéralisme n'ait pu émerger depuis la décennie 1930. Ainsi, les chercheurs canadiens n'auraient participé que faiblement à l'étude de questions touchant les comparaisons entre le régionalisme et le fédéralisme canadien et les autres fédérations à travers le monde. Comme l'auteur le soutient, ces chercheurs n'ont pas écrit sur le fédéralisme, mais uniquement sur le fédéralisme canadien (p. 41).

Mais dans quelle mesure ce livre nous renseigne-t-il sur le fédéralisme canadien? Nul doute que l'auteur offre une synthèse rapide, mais efficace des études réalisées sur le fédéralisme canadien depuis les soixante-dix dernières années. Cependant, en se concentrant uniquement sur les chercheurs qui ont écrit en anglais sur cette question, il semble indéniable qu'un tel choix, motivé par des raisons plus ou moins claires, porte ombrage à une partie extrêmement importante de la littérature, francophone, sur le sujet. En ce sens, derrière ces deux solitudes intellectuelles, l'auteur se prive d'éléments qui pourraient enrichir notre compréhension et notre appréciation normative de cette forme d'organisation étatique qui se maintient, malgré ses hauts et ses bas, depuis 1867.

Jean-François Caron
Université Laval

***Où va la social-démocratie européenne ?
(débat, enjeux, perspectives)***

sous la dir. de Pascal Delwit, Éditions de l'Université de Bruxelles,
2004, 266 p.

À l'heure où les partis sociaux-démocrates sont au pouvoir dans plusieurs États du continent européen, cet ouvrage porte un nouveau regard sur les multiples transformations en cours au sein de la social-démocratie européenne.

Réalisée par un collectif de douze politologues dirigés par Pascal Delwit, professeur à l'Université Libre de Bruxelles, cette publication présente des analyses de portée générale ou transversale, de même que des regards nationaux sur la social-démocratie. C'est notamment le cas de l'expérience du *New Labour* en Grande-Bretagne ainsi que celle du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) en Espagne, reporté au pouvoir en mars 2004.

Le cœur de la réflexion suscitée par ce livre se rattache à une question fondamentale, à savoir que la social-démocratie est en processus de redéfinition dans un contexte de néolibéralisme, de mondialisation et d'intégration européenne, notamment après la chute du mur de Berlin et la fin des régimes dits communistes d'Europe de l'Est. Cette redéfinition est à la fois idéologique, programmatique et organisationnelle. Malgré cet arrière-plan de mondialisation et d'intégration européenne, Pascal Delwit soutient que la thèse annonçant un déclin de la social-démocratie est à revoir puisqu'on assiste, depuis la fin des années 1990, à un «retour magique» de la social-démocratie dans la plupart des pays européens, y compris en Europe centrale et en Europe orientale. Le livre analyse donc les mutations et le futur de la social-démocratie dans un tel contexte.

Sur l'essentiel, déployés dans les quatorze chapitres que compte ce livre, les différents thèmes abordés par les auteurs recourent quatre questions fondamentales : le virage idéologique et programmatique majeur que la social-démocratie emprunte ; les changements structurels quant aux liens entre la social-démocratie et la société civile ; les performances électorales et l'évolution des adhésions au sein des partis sociaux-démocrates ; et, enfin, les développements en Europe centrale et en Europe orientale. De manière subsidiaire, le livre traite de la question des alliances idéologiques et stratégiques favorisées par les partis sociaux-démocrates dans le contexte actuel.

La première grande problématique soulevée par cet ouvrage est celle de la caractérisation et de l'appréciation du virage idéologique et programmatique effectué par la social-démocratie dans le sens d'une «troisième voie». Cette nouvelle orientation a pris la forme du *New Labour*, ou néotravailisme, en Grande-Bretagne, sous la gouverne de Tony Blair. Mais elle a été précédée en Espagne par une gestion socialiste timorée et semblable menée par Felipe González de 1982 à 1996, gestion souvent qualifiée de «rose pâle». À propos de ce tournant de la social-démocratie, un excellent texte de Gerassimos Moschonas, «Au bord de la rupture», aborde de manière générale la rupture des sociaux-démocrates avec leur programme historique. Le texte de David S. Bell, «La troisième voie dans une perspective comparée», est consacré à la troisième voie dans le cas britannique. Quant à G. Moschonas, il considère que le virage de la social-démocratie depuis les années 1980 vers un socialisme affadi, tiédi et éloigné de la tradition du socialisme démocratique, s'inscrit dans le contexte de la pression du néolibéralisme sur les grandes organisations social-démocrates. Celles-ci, explique-t-il, ont fait leur choix, à savoir l'option néolibérale qui cesse d'être assumée «comme une contrainte» et qui est devenue «une composante naturelle et centrale de l'univers de la social-démocratie». Pour G. Moschonas, le changement idéologique qu'a opéré la

social-démocratie n'est pas une « simple correction », mais bien une révision décisive et radicale de son programme. « Jamais la social-démocratie n'est allée aussi loin », précise-t-il. Signalons que la démonstration de cet auteur est articulée et convaincante. Pour sa part, D. Bell reconnaît la même influence du néolibéralisme sur l'expérience du *New Labour* en Grande-Bretagne. Toutefois, dans une optique tout à fait contraire, mais sur la base d'une argumentation plus « idéologique » que véritablement soutenue, celui-ci soutient que l'expérience est bénéfique. « Un message d'espoir ! ». L'ouverture vers les *Private Finance Initiatives* (PFI), c'est-à-dire les partenariats publics-privés et la sous-traitance, de même que la remise en question de l'État-providence, vont dans la bonne direction. L'auteur déclare sans ambages que « le levier d'intervention étatique de l'ancien parti travailliste ne fonctionne plus ». Enfin, en ce qui concerne les changements programmatiques de la social-démocratie en Espagne, le texte de Gabriel Colomé, « Le socialisme espagnol : le PSOE », explique que le parcours de Felipe González au sein du PSOE à compter de 1979, année où il en est devenu le chef, exprime possiblement avant la lettre le nouveau cours de la social-démocratie vers la « troisième voie », surtout si l'on examine attentivement la gouvernance du PSOE de 1982 à 1996. L'examen de cette gouvernance n'est toutefois pas très étayé.

Le changement de cap de la social-démocratie concerne également les liens qu'elle entretient avec sa base militante et la société civile. Dans un chapitre intitulé « Social-démocratie et société civile », John Calaghan explique que non seulement les gouvernements sociaux-démocrates se sont conformés aux idées néolibérales et à la culture de l'entreprise privée (en Australie, en Nouvelle-Zélande, en France, en Grande-Bretagne ou en Espagne), mais qu'ils se sont aussi forgé une « nouvelle identité » quant à leur base sociale et à leur clientèle, dans un contexte de diminution du poids numérique de la classe ouvrière dans la société. Le renouveau prône un virage vers les classes moyennes, voire vers le monde des affaires, ce qui signifie, par conséquent, une diminution de la représentation des travailleurs salariés et des syndicats dans le parti. Le chapitre écrit par Philippe Marlière, intitulé « Un divorce à l'anglaise ? Le New Labour et les syndicats du TUC », est d'ailleurs consacré à la question. Sa démonstration est solide et articulée, très bien appuyée sur le plan des faits et des données. Selon Marlière, la « troisième voie » en est une qui vise à affaiblir les liens entre les syndicats du Trade Union Congress et le *Labour Party*, liens que le camp blairiste n'aime pas du tout. Dès son accession à la direction du parti, Tony Blair a tout fait pour affaiblir cette représentation des syndicats au sein du parti. Désormais favorisées, les classes moyennes et supérieures sont majoritaires dans la structure de représentation au sein du parti. Lors d'une conférence du *New Labour* à Blackpool à l'automne 1998, Tony Blair n'a-t-il d'ailleurs pas clamé qu'il a fait de son parti un « *pro-business and pro-enterprise party* » ? En réaction à cette tentative de changer radicalement les bases constitutives du parti, suivant les traces d'Arthur Scargill, une nouvelle génération de dirigeants syndicaux radicaux s'est peu à peu levée, comme à l'occasion du déclenchement de la guerre en Irak. De jeunes syndicalistes ont fait la bataille contre le camp blairiste de l'intérieur du parti, tandis que d'autres ont quitté ses rangs.

La contestation et la scission se sont donc amorcées sur le flan gauche du parti sans que l'on puisse encore parler d'une «rupture» totale entre les syndicats du TUC et le *New Labour*.

La troisième contribution importante du livre concerne les diverses évolutions électorales de la social-démocratie sur le continent européen ainsi que la question de son membership, de ses adhérents et de sa pénétration électorale. Deux chapitres écrits par P. Delwit sont fondés sur des recherches statistiques et longitudinales qui s'étaient sur quelque soixante ans. Ses observations recourent seize États. Elles sont solides et renforcent l'intérêt du livre. Disons que des études aussi étayées sur le plan statistique à propos de la social-démocratie se font plutôt rares, d'où la pertinence des deux textes en question. Les démonstrations faites par Pascal Delwit permettent de briser certains mythes et fournissent en même temps de nouveaux enseignements sur les tendances actuelles de la social-démocratie. Entre autres, Delwit conteste l'hypothèse selon laquelle il y aurait eu des «âges politiques» de la social-démocratie. En l'occurrence, l'auteur contredit l'idée de «l'âge d'or» de la social-démocratie au cours des années 1960-1970, tout comme celle dite du déclin de la social-démocratie depuis les années 1980. En ce qui concerne l'évolution du monde des adhérents et du taux de pénétration électorale, il confirme, toujours avec une solide démonstration quantitative, le déclin du modèle des adhésions de masse au sein des grands partis sociaux-démocrates et la fin du «parti communauté», comme ce fut longtemps le cas dans les pays scandinaves. Bref, les partis de la social-démocratie ne sont plus des partis d'intégration sociale comme ils ont pu l'être dans le passé.

Une autre grande contribution du livre concerne le développement des partis et des alliés de la social-démocratie en Europe centrale et en Europe orientale. La social-démocratie tente d'y effectuer une percée, tantôt par l'intermédiaire de ses partis historiques, tantôt par celui des organisations héritières des anciens régimes d'Europe de l'Est, maintenant transformées ou en voie de «social-démocratisation». Cette pénétration de la social-démocratie, selon des modèles et des alliances variés, s'effectue avec force dans certains pays comme la République tchèque, la Hongrie ou la Pologne, tandis que, pour des pays comme la Slovaquie, les États baltes ou l'Europe balkanique, les progrès sont plutôt faibles. En terminant, ajoutons que la question des alliances privilégiées par la social-démocratie, en direction des écologistes ou d'autres partis, est abordée de manière plus spécifique dans deux chapitres, pas toujours avec la plus grande clarté cependant. L'un des deux est malgré tout instructif; il est consacré entièrement à la question des alliances entre sociaux-démocrates et écologistes, puisque la question s'est posée dans plusieurs pays comme l'Allemagne, la France, la Finlande, l'Italie, la Belgique ou la Suède.

En définitive, le livre de Pascal Delwit contribue à éclairer la redéfinition de la social-démocratie dans le contexte de la nouvelle Europe en construction. Le virage idéologique, programmatique et organisationnel est particulièrement mis en évidence, surtout dans le cas britannique. La qualité des chapitres est inégale, mais plusieurs d'entre eux donnent à l'ouvrage toute sa pertinence. Il est regrettable toutefois que les divisions et les déchirements qui ont secoué

la social-démocratie dans le cadre du déclenchement de la guerre en Irak n'aient pas bénéficié d'un examen détaillé et particulier. L'engagement du gouvernement de Tony Blair dans cette guerre aux côtés de l'administration étasunienne est aussi révélateur des contradictions majeures dans lesquelles la social-démocratie est empiétrée à l'heure actuelle.

André Lamoureux
Cégep André-Laurendeau

***Contre l'espoir comme tâche politique:
suivi de Critique radicale. Essai d'impolitique***

de Lawrence Olivier, Montréal, Éditions Liber, 2004, 252 p.

Lawrence Olivier est un penseur et un philosophe de la modernité. Il n'est pas moderne, il n'est pas traditionnel et, Dieu merci, il n'est pas postmoderne non plus. Son dernier essai, *Contre l'espoir comme tâche politique*, apparaît cependant comme un immense plaidoyer contre le défi que s'est lancé l'humain moderne à lui-même. Défi situé au cœur même de cette modernité, soit celui de «faire de l'homme un homme» à travers ce qu'il appelle «le principe espérance», porté entre autres par l'éducation et l'expérience politique depuis le XVIII^e siècle.

Au premier contact avec l'essai de L. Olivier, on croit assister à un précis de déconstruction digne des travaux d'un Gilles Deleuze ou d'un Jacques Derrida. Mais c'est plus que cela. L'auteur nous mène au cœur même d'un questionnement philosophique vertigineux qui pense *l'être* dans ses méandres les plus profonds. Questionnement qui, inspiré par Scheler, nous rappelle à la suite de *la mort de Dieu* que l'humain moderne se trouve confronté, ou du moins poussé par lui-même, aux abords du gouffre insondable de sa propre connaissance: «celle d'un savoir qui sait maintenant qu'il ne peut savoir».

Dans son précédent essai, *Le Savoir vain*, Olivier s'était fait, avec brio, apologiste d'un relativisme qui, nous disait-il, était fort mal interprété. Dans le présent ouvrage, qui se veut en continuité avec son traité sur le relativisme, il nous conduit aux confins de sa propre pensée, celle d'un philosophe nihiliste responsable, concerné et – n'ayons pas peur des mots – paradoxalement désespéré et désespérant aussi. En fait, cette «condition» croise de manière surprenante le vécu quotidien de tout lecteur ou lectrice, le plongeant au cœur d'un questionnement essentiellement moderne, contemporain. Nous sommes en effet situés à proximité d'un creux existentiel et anti-humaniste digne des envolées oratoires que l'on trouve dans l'œuvre d'Émile Cioran. Chose certaine, la philosophie et, plus près de nous, la science politique, devront dorénavant composer avec le courant nihiliste, auquel Lawrence Olivier ne se cache pas d'appartenir.